



MAGAZINE

Bridging Cultures, Creating Impact

www.scor-media.com
scormediagroup@gmail.com

No 0013

May 2026



IBRAHIM TRAORÉ

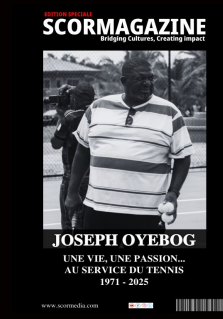
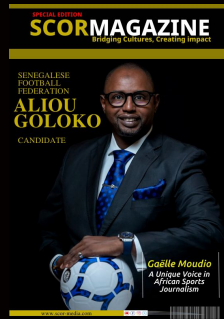
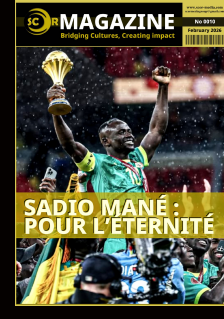
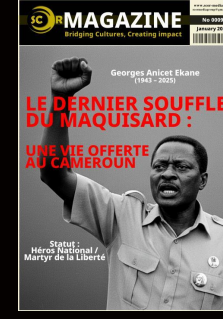
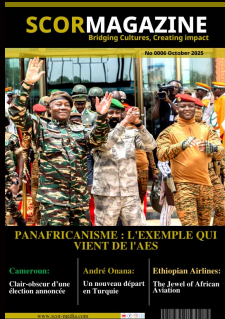


SYMBOLE D'UN CONTINENT EN QUÊTE D'ÉMANCIPATION



SCOR MEDIA GROUP

Bridging Culture, Creating Impact



www.scor-media.com
scormediagroup@gmail.com



BRIDGING CULTURES, CREATING IMPACT



WHY CHOOSE US?



Trusted Expertise

We bring proven experience in media, marketing, and communication to deliver professional and reliable results.



Creative & Strategic

Our work blends creativity with strategy to help your brand stand out and achieve real growth.



Client-Focused

We prioritize your vision, offering personalized support and a smooth, collaborative process.



WHAT MAKE US UNIQUE

At **SCOR MEDIA**, we blend creativity, cultural insight, and strategic thinking to deliver tailored solutions with real impact. We're agile, authentic, and committed to telling your story your way.

OUR SERVICES

Communication

Strategy consulting, press relations, content creation

Marketing

Brand storytelling, digital campaigns, social media

Audiovisual

Documentaries, reports, event coverage

Media

WebTV, YouTube channel, cultural/sport platform

CONTACT US

 134, Edith Street, Tarneit VIC 3029

 scormediagroup@gmail.com

 www.scor-rmedia.com



Give us a call
+61 451 967 917



Creators, champions, caregivers, builders: the African community around the globe is making its voice heard...

Africa is undergoing a profound phase of reconfiguration where every sector is becoming a strategic field. From culture to energy, from sport to space, a single movement is emerging: the determination to exist not as a periphery, but as a structuring actor in global power.

Africa between sovereignty, influence and the redefinition of global power

Africa is undergoing a profound phase of reconfiguration where every sector is becoming a strategic field. From culture to energy, from sport to space, a single movement is emerging: the determination to exist not as a periphery, but as a structuring actor in global power.

The idea of a New African New Year goes beyond mere celebration. It reflects a quest for symbolic sovereignty, the need to define one's own benchmarks, temporal frameworks, and narratives. In a world dominated by the battle of imaginaries, controlling symbolism is itself a form of power.

On the economic front, energy has become a geopolitical instrument, and the challenge is no longer limited to extraction, but to transforming this wealth into leverage for negotiation and sovereignty. This is what explains the boycott by African countries of the African Energy Summit, to be held in Great Britain. In the same movement, Africa's space ambitions mark a historic shift. The continent's gradual entry into the space sector is not about prestige, but about technological sovereignty: data, connectivity, Earth observation, and digital independence are becoming structural priorities.

Culture, meanwhile, stands as Africa's most visible tool of projection. Music, cinema, and digital creation: Africa is now shaping global trends. But this influence remains incomplete as long as it is not supported by strong industries capable of controlling production, distribution, and the economic value of content. The issue of art restitution extends this dynamic. It is not merely a heritage gesture, but a question of historical legitimacy and narrative reappropriation. Art thus becomes a space of political and memorial confrontation.

Finally, the 2026 World Cup highlights a persistent contradiction: a proclaimed universality that remains uneven in practice. Economic and administrative barriers imposed on many African supporters reveal the concrete limits of global inclusion. Across these different fields, a common reality emerges: Africa is gaining visibility but still seeking structural consolidation. The main challenge is no longer expressing its potential, but transforming it into organized power.

*Sylvain
Nwambi*



SOMMAIRE

20

GÉOPOLITIQUE

IBRAHIM TRAORÉ, SYMBOLE D'UN
CONTINENT EN QUÊTE D'ÉMANCIPATION



06

CLIMAT

HINDOU
OUMAROU
IBRAHIM : LES
AUTOCHTONES AU
CŒUR DU CLIMAT



30

ECONOMY

AFRICAN ENERGY
SUMMIT: BETWEEN
ASSERTION OF
SOVEREIGNTY
AND STRATEGIC
POWER PLAY



38

CULTURE

RESTITUTION DES
ŒUVRES : QUAND
L'ART DEVIENT
COMBAT
POLITIQUE



GEOPOLIQUE

11

NOUVEL AN AFRICAIN:

Vers une célébration officielle

15

DAKAR 2026:

Ousmane Sonko ou la
reconfiguration politique de
la souveraineté africaine.

ECONOMIE

27

CAMEROUN :

Les femmes au cœur de la
production du Cacao, mais en
marge des revenus

TECHNOLOGY

34

AFRICA:

Space Ambitions Taking Orbit

ANALYSIS

41

CULTURE :

The soft weapon of a new
geopolitics of influence

SPORT

45

2026 WORLD CUP :

When football's universality
stops at the invisible borders
of African supporters





HINDOU OUMAROU IBRAHIM : PLAIDOYER POUR UNE INCLUSION RÉELLE DES PEUPLES AUTOCHTONES DANS LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE

Présente au sommet ChangeNOW Summit 2026, organisé du 30 mars au 1er avril au Grand Palais, la militante tchadienne Hindou Oumarou Ibrahim a porté un message clair : les peuples autochtones doivent passer du statut d'observateurs à celui d'acteurs décisionnels dans la lutte contre le changement climatique.



Des acteurs clés encore marginalisés

Figure de premier plan des peuples autochtones africains, Hindou Oumarou Ibrahim insiste sur une réalité souvent ignorée : ces communautés ne sont pas de simples victimes du dérèglement climatique. Elles constituent au contraire des acteurs essentiels, détenteurs de savoirs traditionnels profondément ancrés dans leur environnement.

Elle rappelle un chiffre marquant : les peuples autochtones assurent la protection d'environ 80 % de la biodiversité mondiale, alors même qu'ils représentent à peine 5 à 6 % de la population globale. Pourtant, moins de 1 % des financements climatiques leur sont directement destinés. Un déséquilibre qu'elle dénonce comme un frein majeur à l'efficacité des politiques environnementales.

Une expertise locale reconnue à l'international

L'engagement de Hindou Oumarou Ibrahim remonte à son adolescence. Très tôt, elle s'investit dans la défense des droits de sa communauté et fonde l'Association des femmes et des peuples autochtones du Tchad (AFPAT).

Son approche repose sur des solutions concrètes : développement d'activités génératrices de revenus, médiation communautaire et utilisation d'outils innovants comme la cartographie participative en 3D. Cette méthode, qui associe savoirs traditionnels et expertise scientifique, a même été intégrée au plan national d'adaptation du Tchad.



Cette reconnaissance locale lui ouvre les portes de la scène internationale. Impliquée dans plusieurs instances liées au climat et à la biodiversité, elle s'impose comme une voix influente sur les questions de justice climatique.



De la participation à la décision

Malgré cette visibilité croissante, la militante reste critique. Selon elle, la présence des peuples autochtones dans les grandes négociations climatiques depuis le Sommet de la Terre de Rio 1992 n'a pas encore débouché sur un véritable pouvoir décisionnel.

La distinction est centrale : participer ne signifie pas décider. Or, sans accès réel aux mécanismes de gouvernance, les solutions portées par ces communautés peinent à être pleinement intégrées dans les politiques globales.

Un appel à repenser les mécanismes de financement

À ChangeNOW Summit 2026, Hindou Oumarou Ibrahim a également insisté sur la nécessité de réformer les circuits de financement climatique. Les dispositifs actuels restent largement inadaptés aux réalités des communautés vivant au plus près des écosystèmes.

Elle plaide pour un accès direct aux ressources financières, condition indispensable pour développer des solutions durables et ancrées localement. Sans reconnaissance politique ni soutien économique, les initiatives autochtones risquent de rester marginalisées malgré leur efficacité.



Vers une gouvernance climatique plus inclusive

Au-delà du plaidoyer, le message porté par Hindou Oumarou Ibrahim s'inscrit dans une réflexion plus large sur la gouvernance climatique mondiale. L'enjeu n'est plus seulement d'intégrer les peuples autochtones dans les discussions, mais de leur donner une place réelle dans les processus décisionnels.

Dans un contexte où les solutions techniques montrent leurs limites, leur expertise apparaît comme un levier stratégique pour concilier préservation de la biodiversité et adaptation au changement climatique.

L'urgence, désormais, est politique : reconnaître que ceux qui protègent le mieux les écosystèmes doivent aussi participer pleinement aux choix qui engagent leur avenir.

Adelle Nefertiti



CAMEROON COMMUNITY OF AUSTRALIA
Communauté Camerounaise d'Australie



NOUVEL AN AFRICAIN:

VERS UNE CÉLÉBRATION OFFICIELLE

Le Togo relance le débat
sur la souveraineté
temporelle du continent

Et si l'Afrique cessait de vivre au rythme des autres pour se réapproprier son propre temps ?

En lançant une réflexion sur la réhabilitation des systèmes africains de mesure du temps, le Togo pose les bases d'un chantier historique. Derrière l'idée d'un Nouvel An africain, c'est toute une ambition de reconquête identitaire, culturelle et politique qui se dessine.



Le temps, un marqueur de civilisation

À travers le monde, plusieurs peuples ont su préserver leurs systèmes traditionnels de comptage du temps, parallèlement au calendrier universel. Ces calendriers ne sont pas de simples outils de datation : ils incarnent une vision du monde, une cosmogonie, et organisent la vie sociale autour d'événements majeurs.

L'Afrique n'échappait pas à cette logique. Berceau de l'humanité, le continent disposait de systèmes calendaires complexes, profondément enracinés dans ses réalités culturelles, spirituelles et naturelles. Pendant des siècles, ces cycles ont structuré la vie des sociétés africaines, définissant les temps de célébration, les rythmes agricoles et les moments clés de la vie communautaire.

Des héritages encore visibles à travers le continent

Aujourd'hui encore, des traces de ces systèmes subsistent à travers plusieurs traditions africaines. Le Nouvel An berbère « Yennayer », célébré en Afrique du Nord, tout comme des fêtes telles que « Umlanga » en Afrique australe ou « Umuganuro » au Burundi, témoignent d'un rapport au temps profondément ancré dans les cycles naturels et symboliques.

Certaines traditions togolaises, comme la « prise de la pierre sacrée » en pays Guin, illustrent également cette continuité historique. Elles pourraient même trouver leurs racines dans des systèmes anciens comme le calendrier solaire de l'Égypte antique, établi il y a plus de cinq millénaires. Autant d'éléments qui démontrent que le temps africain n'est pas une abstraction, mais une réalité historique encore vivante.

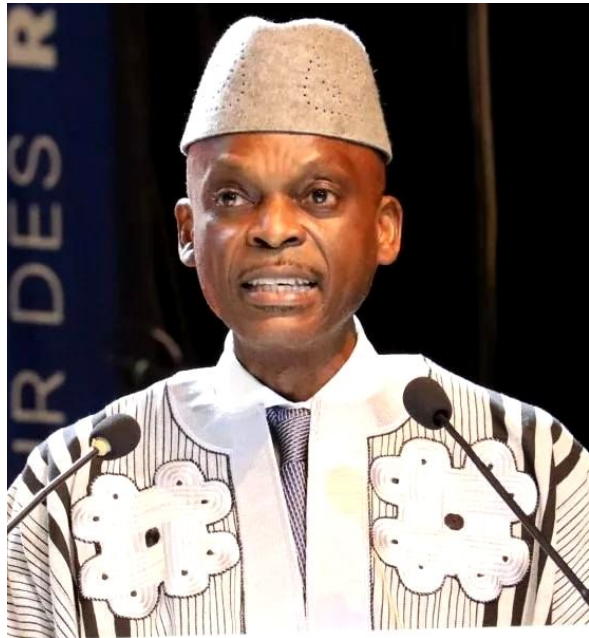
Colonisation et rupture des repères

Mais cette continuité a été profondément bouleversée par l'histoire. Les déportations massives liées à la traite transatlantique, puis la colonisation, ont durablement désorganisé les systèmes africains de gouvernance, y compris dans leur rapport au temps.

L'imposition du calendrier grégorien a constitué une rupture majeure, comparable à celle des frontières héritées de la colonisation. Ce calendrier ignore en grande partie les réalités culturelles et naturelles propres à l'Afrique.

Cette mutation, en apparence anodine, a entraîné une transformation profonde des sociétés africaines. Elle a provoqué une reconfiguration des cycles sociaux, marginalisé les fêtes traditionnelles et contribué à une perte progressive des repères culturels.

Il en résulte une forme d'acculturation dans laquelle les sociétés africaines évoluent aujourd'hui dans un système qui ne reflète pas pleinement leur identité profonde.



Un colloque international devrait être organisé à Lomé afin d'approfondir ces travaux. Les conclusions et recommandations issues de cette rencontre seront ensuite transmises à l'Union africaine en vue d'une éventuelle adoption et mise en œuvre à l'échelle continentale.

Cette initiative intervient dans un contexte mondial marqué par l'émergence progressive d'un ordre multipolaire, dans lequel la diversité culturelle devient un facteur d'équilibre. Dans cette dynamique, la maîtrise du temps apparaît comme un enjeu de souveraineté. Plusieurs civilisations ont su préserver leurs repères calendaires tout en coexistant avec le

système international. C'est notamment le cas du Nouvel An lunaire en Chine, de Roch Hachana dans la tradition juive, de Diwali en Inde ou encore de l'« Enkutatash » en Éthiopie, qui constitue une exception notable sur le continent africain. Pour l'Afrique, l'enjeu est désormais de sortir d'un rôle de simple récepteur de normes pour devenir pleinement actrice dans la définition de ses propres références.

Une initiative togolaise à portée continentale

C'est dans ce contexte que le Togo entend ouvrir un nouveau chapitre. En collaboration avec l'Union africaine, Lomé souhaite engager une réflexion avec des experts africains et de la diaspora afin de définir les bases d'un calendrier africain harmonisé.

Au cœur de cette démarche se trouve la volonté de fixer des dates communes pour les grandes célébrations africaines, notamment celle du Nouvel An africain, en s'appuyant sur des repères historiques, culturels et culturels propres au continent.

Un prolongement des idéaux panafricains

L'initiative du Togo s'inscrit dans la continuité des réflexions du 9e Congrès panafricain tenu à Lomé en décembre 2025, qui appelait à une décolonisation des esprits et à une réinvention des modèles africains. Elle rejoint également les idéaux portés par des figures historiques comme Kwame Nkrumah, pour qui l'émancipation politique devait s'accompagner d'une indépendance culturelle réelle. Réhabiliter le temps africain revient ainsi à redonner au continent la capacité de se définir par lui-même et de penser son développement selon ses propres référents.



Le Nouvel An africain, futur symbole d'unité ?

Au-delà de sa portée symbolique, l'instauration d'un Nouvel An africain pourrait devenir un puissant levier d'unité et de rayonnement pour le continent. Une telle initiative contribuerait à renforcer le sentiment d'appartenance panafricain en créant un moment commun de célébration partagé par les peuples et les diasporas. Elle permettrait également de valoriser les patrimoines culturels africains tout en stimulant les secteurs du tourisme et des industries créatives. À terme, ce rendez-vous pourrait s'imposer comme un moment fort du calendrier mondial, à l'image des grandes célébrations culturelles internationales.

Reprendre le contrôle du temps

L'initiative togolaise ouvre ainsi un débat fondamental sur la place de l'Afrique dans la définition des normes universelles. Réhabiliter un calendrier africain ne signifie pas rompre avec le monde, mais plutôt y exister avec ses propres références et affirmer sa singularité.

En filigrane, une conviction s'impose progressivement :

la souveraineté de l'Afrique ne se joue pas seulement dans l'économie ou la politique, mais aussi dans sa capacité à définir son propre temps.

Cyrille Kauna

DAKAR 2026

OUSMANE SONKO

OU LA RECONFIGURATION POLITIQUE DE LA SOUVERAINETÉ AFRICAINE

La conférence sur la souveraineté africaine organisée à Dakar le 9 avril 2026 dépasse largement le cadre d'un débat académique. Elle s'inscrit dans une séquence politique charnière pour le continent africain, marqué par une recomposition des rapports de force à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, l'intervention de Ousmane Sonko apparaît comme une tentative assumée de redonner à la souveraineté africaine toute sa portée politique.

Loin d'un simple diagnostic, le leader sénégalais esquisse les contours d'un projet structurant : celui d'une Afrique qui ne se contente plus de s'insérer dans l'ordre international, mais qui ambitionne d'en influencer les règles.

« L'Afrique doit conquérir pleinement sa souveraineté dans un monde multipolaire. »



La souveraineté comme instrument de puissance politique

En affirmant que l'Afrique doit « conquérir pleinement sa souveraineté dans un monde multipolaire », Sonko opère un déplacement conceptuel majeur. La souveraineté n'est plus seulement un principe juridique ou diplomatique, mais un véritable outil de pouvoir.

Cette vision implique une rupture avec les logiques historiques de dépendance. Elle traduit la volonté de repositionner les États africains comme des acteurs capables de peser dans les dynamiques globales, tout en consolidant leur légitimité interne. La souveraineté devient ainsi à la fois un levier stratégique et un fondement politique.

Une remise en cause des héritages structurels

Lorsque Sonko appelle à sortir des « schémas de dépendance hérités de l'histoire », il s'inscrit dans une logique de rupture politique. Son discours cible implicitement les structures postcoloniales, mais aussi les élites qui ont contribué à leur perpétuation.

Cette posture participe d'un processus de délégitimation des modèles de gouvernance traditionnels. Elle répond également à une attente sociale forte, dans un contexte où une partie croissante des opinions publiques africaines exprime sa défiance vis-à-vis de systèmes perçus comme extravertis.

La souveraineté économique au cœur du rapport de force

L'affirmation selon laquelle les ressources africaines doivent bénéficier en priorité aux populations renvoie à une question centrale : celle du contrôle politique de l'économie.

À travers cette prise de position, Sonko remet en cause un modèle où la souveraineté formelle des États coexiste avec une dépendance économique de fait. Il plaide pour une réappropriation des leviers stratégiques, impliquant renégociation des partenariats, renforcement du rôle de l'État et arbitrage assumé entre intérêts nationaux et contraintes internationales.

Cette orientation pose en filigrane la question de la redistribution et, par extension, celle de la légitimité politique des dirigeants.

Vers une redéfinition des modèles de gouvernance

En appelant à des « modèles adaptés aux réalités africaines », Sonko ouvre un débat sensible sur les formes de gouvernance. Sans rejeter explicitement les standards démocratiques dominants, il suggère la nécessité d'une adaptation contextuelle. Ce positionnement, observé dans plusieurs pays du continent, met en tension deux exigences : l'efficacité de l'action publique et le respect des principes démocratiques. Il soulève ainsi des interrogations fondamentales sur les limites de cette adaptation et les risques de dérives autoritaires.

Le panafricanisme comme levier stratégique

Dans cette perspective, l'unité africaine est présentée comme une nécessité politique. Le panafricanisme, longtemps cantonné à une dimension idéologique, est ici réinvesti comme un instrument de puissance. Toutefois, cette ambition se heurte à des réalités complexes : divergences d'intérêts nationaux,



instabilités politiques et rivalités régionales. Le défi réside donc dans la capacité à transformer cet idéal en mécanismes institutionnels concrets et opérationnels.



L'exigence de responsabilité des élites

Au-delà de la critique externe, le discours de Sonko met en lumière une dimension essentielle : la souveraineté ne peut se construire sans transformation interne.

Elle implique une responsabilité accrue des élites politiques, appelées à repenser leurs pratiques de gouvernance. Cette exigence conditionne la crédibilité même du projet souverainiste. Sans réformes structurelles, le discours de l'émancipation risque de se heurter à ses propres contradictions.



« Il nous faut des modèles adaptés à nos réalités. »

elle comporte également des risques : isolement diplomatique, fragilisation institutionnelle ou instrumentalisation politique de la souveraineté. L'enjeu majeur réside dans la capacité des États africains à traduire ces ambitions en politiques publiques cohérentes, durables et inclusives.

Une dynamique continentale émergente

La vision portée par Ousmane Sonko s'inscrit dans une dynamique plus large, illustrée par des figures comme Ibrahim Traoré. Elle témoigne de l'émergence d'un courant politique africain fondé sur l'affirmation de souveraineté, la remise en cause des alliances traditionnelles et la volonté de redéfinir les modèles de gouvernance.

Ce courant demeure toutefois traversé par des tensions, oscillant entre aspirations démocratiques et logiques de pouvoir plus autoritaires.

Entre ambition politique et incertitudes structurelles

L'analyse du discours met en évidence une tension centrale entre volonté d'émancipation et impératifs de stabilité. Si la dynamique de rupture peut ouvrir des perspectives nouvelles,

Vers une doctrine politique africaine renouvelée ?

L'intervention de Ousmane Sonko à Dakar s'apparente à une tentative de formalisation d'une nouvelle doctrine politique africaine. Celle-ci s'articule autour de trois piliers : souveraineté, responsabilité et unité.

Au-delà de la rhétorique, il s'agit désormais de redéfinir concrètement les conditions d'exercice de l'indépendance dans un monde en mutation. La souveraineté africaine s'impose ainsi comme un projet politique à part entière, dont la réussite dépendra de l'équilibre entre ambition stratégique, efficacité institutionnelle et légitimité démocratique.

À terme, Dakar 2026 pourrait être perçu comme l'un des jalons fondateurs de cette recomposition politique du continent africain.

Thomas Mandela

PEACE FOR CAMEROUN




**THE PEOPLE JUST
WANT CHANGE!**



IBRAHIM TRAORÉ, SYMBOLE D'UN CONTINENT EN QUÊTE D'ÉMANCIPATION

L'Afrique est-elle en train de reprendre le contrôle de son destin ?

À travers sa récente interview accordée aux médias locaux et internationaux, le capitaine Ibrahim Traoré ne s'est pas contenté de défendre son action à la tête du Burkina Faso. Il a surtout porté une vision plus large : celle d'un continent décidé à rompre avec les logiques de dépendance et à s'affirmer selon ses propres règles.



« Le Burkina Faso doit être libre de choisir ses partenaires, sans pression extérieure. »

Une souveraineté assumée, au cœur du discours

Dans un contexte international marqué par la recomposition des équilibres géopolitiques, cette prise de parole résonne bien au-delà des frontières burkinabè.

« Le Burkina Faso doit être libre de choisir ses partenaires, sans pression extérieure. »

Cette déclaration résume à elle seule l'essence du message porté par Ibrahim Traoré : la souveraineté n'est plus négociable. Sur le terrain, cette posture s'est traduite par des décisions fortes. Le Burkina Faso, comme d'autres pays du Sahel, a progressivement pris ses distances avec certaines puissances occidentales, notamment en matière de coopération militaire.

Ce repositionnement n'est pas isolé. Au Mali et au Niger, des choix similaires ont été opérés, traduisant une volonté régionale de reprendre la maîtrise des politiques de défense et de sécurité.

Ce mouvement marque une rupture avec plusieurs décennies de dépendance stratégique.

Sécurité : le socle de toute indépendance réelle

« La priorité absolue reste la reconquête du territoire et la protection des populations. »

Dans son interview, Ibrahim Traoré insiste sur un point fondamental : sans sécurité, il ne peut y avoir de souveraineté effective. Sur le terrain, cette vision se traduit par une intensification des opérations militaires et une



mobilisation accrue des populations à travers les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Cette stratégie vise à impliquer directement les citoyens dans la défense du territoire, renforçant ainsi un sentiment d'appropriation nationale de la lutte sécuritaire.

Diversification des alliances : un nouvel équilibre mondial

« Nous travaillons avec ceux qui respectent nos choix et nos intérêts. »

L'un des marqueurs les plus visibles de cette nouvelle doctrine est le changement de partenaires stratégiques.

Le Burkina Faso a renforcé ses relations avec des puissances comme la Russie, tout en explorant des opportunités économiques et technologiques avec la Chine. Cette diversification reflète une tendance plus large en Afrique, où plusieurs États cherchent à sortir des schémas traditionnels de coopération. Au-delà des alliances militaires, cette dynamique s'observe également dans les secteurs économiques.

Des pays comme le Ghana ou le Rwanda développent des partenariats multiples, misant sur la concurrence entre puissances pour maximiser leurs intérêts. L'Afrique ne veut plus subir : elle veut choisir et négocier.

Repenser la gouvernance : vers des modèles africains

« Certains modèles ne sont pas adaptés à nos réalités actuelles. »

Cette phrase, prononcée par Ibrahim Traoré, ouvre un débat crucial. Depuis les indépendances, de nombreux pays africains ont adopté des modèles politiques inspirés de l'extérieur. Aujourd'hui, ces modèles sont de plus en plus remis en question.

Sur le terrain, cela se traduit par des approches hybrides de gouvernance, où l'accent est mis sur :

- la stabilité,
- l'efficacité de l'action publique,
- et l'adaptation aux réalités locales.



Dans des contextes de crise sécuritaire, comme au Sahel, cette réflexion prend une dimension particulière. Pour certains dirigeants, l'urgence impose des choix pragmatiques, quitte à bousculer les standards démocratiques classiques.

Le retour du panafricanisme : de l'idéal à la stratégie

« L'Afrique doit compter sur ses propres forces. »

Ce message résonne comme un écho contemporain aux idéaux de Kwame Nkrumah et de Thomas Sankara.

Mais contrairement aux décennies passées, le panafricanisme ne se limite plus à un discours idéologique. Il prend aujourd'hui des formes concrètes.

La création de l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, en est une illustration.

Cette coopération vise à mutualiser les efforts sécuritaires, mais aussi à poser les bases d'une intégration politique et économique plus poussée. Parallèlement, des initiatives comme la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) traduisent une volonté de renforcer les échanges intra-africains et de réduire la dépendance extérieure.

Une bataille aussi culturelle et identitaire

Au-delà des aspects politiques et économiques, la quête de souveraineté est aussi une bataille culturelle. Au Burkina Faso, comme dans d'autres pays africains, on observe un regain d'intérêt pour les langues locales, les traditions et les références historiques africaines. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté de reprendre le contrôle du récit africain, longtemps façonné par des regards extérieurs.



Dans les médias, les arts ou encore l'éducation, cette réappropriation identitaire devient un levier essentiel pour construire une Afrique confiante et affirmée.

Ibrahim Traoré, figure d'un tournant continental

À travers son discours et ses actions, Ibrahim Traoré s'impose comme l'un des visages de cette nouvelle Afrique. Un leadership jeune, direct, parfois controversé, mais résolument tourné vers la rupture.

Face aux critiques internationales, il reste constant :

« Nous agissons dans l'intérêt du peuple burkinabè. »

Son positionnement incarne une génération de dirigeants qui n'hésitent plus à remettre en cause les équilibres établis, quitte à prendre des risques politiques et diplomatiques.

Entre espoirs et incertitudes

Si cette dynamique d'émancipation suscite un réel espoir, elle pose également des questions majeures.

La quête de souveraineté peut-elle s'accompagner d'une gouvernance inclusive ?

Le panafricanisme peut-il se traduire en résultats concrets pour les populations ?

Sur le terrain, les attentes sont immenses : sécurité, emploi, développement, justice sociale. Autant de défis qui détermineront la crédibilité de cette nouvelle orientation.



l'Afrique à l'heure du choix

L'interview d'Ibrahim Traoré apparaît comme bien plus qu'un exercice de communication. Elle s'inscrit dans une dynamique historique : celle d'un continent qui cherche à se redéfinir, se réaffirmer et se projeter.

Entre rupture et reconstruction, l'Afrique avance, portée par une ambition claire, celle de ne plus être un simple acteur secondaire, mais un pôle de puissance à part entière dans le monde.

Le chemin reste long, mais une chose est sûre : la question de la souveraineté africaine n'est plus un débat. Elle est devenue une réalité en construction.

Thomas Mandela

ETHIOPIAN AIRLINES: NEW AFRICAN HUB

Bishoftu International Airport



Ethiopian
Airlines
THE NEW SPIRIT OF AFRICA



CAMEROUN : LES FEMMES AU CŒUR DE LA PRODUCTION DU CACAO, MAIS EN MARGE DES REVENUS

L' inégalité dans la répartition des revenus agricoles demeure une réalité persistante dans de nombreux secteurs. Au Cameroun, la filière cacao en offre une illustration frappante, particulièrement en ce qui concerne la place des femmes. Une étude récente met en lumière leur rôle central dans la production, contrastant fortement avec leur faible accès aux ressources et aux bénéfices.



Publiée le 29 janvier par le Centre pour l'environnement et le développement en collaboration avec l'ONG Fern, cette enquête a été menée dans dix localités réparties entre les régions du Centre, du Sud et de l'Est du Cameroun. Elle révèle un paradoxe marquant : bien que constituant une main-d'œuvre essentielle, les femmes restent largement marginalisées dans l'accès à la terre, la gouvernance des coopératives et le contrôle des revenus issus du cacao.

Sur le terrain, les femmes participent à presque toutes les étapes de la production : préparation des sols, entretien des plantations, récolte, écabossage, transformation et organisation du travail. Malgré cette implication déterminante, elles demeurent largement « invisibles » dans les sphères de décision. Leur présence est limitée dans les registres fonciers, les instances dirigeantes des coopératives ou encore dans les négociations commerciales, autant d'espaces clés pour le contrôle des ressources.

Selon les conclusions du rapport, même lorsqu'elles assurent l'essentiel du travail, les femmes ne perçoivent que 20 à 30 % des revenus générés par le cacao.

Cette part est généralement consacrée aux dépenses domestiques, tandis que les décisions d'investissement, la constitution du patrimoine et la gestion financière restent majoritairement entre les mains des hommes.

Une insécurité foncière massive

L'étude met également en évidence une forte insécurité foncière, qui affecte particulièrement les femmes. Sur 191 productrices interrogées, seules 13 % disposent d'un titre foncier, tandis que 38 % ne possèdent aucun document attestant leur droit à exploiter la terre. Au total, 87 % des femmes enquêtées se trouvent dans une situation d'insécurité foncière, souvent dépendantes d'accords familiaux ou coutumiers précaires, vulnérables aux conflits, aux successions ou aux ventes.

La situation est encore plus préoccupante pour les femmes autochtones, notamment celles de la communauté Baka. Doublement marginalisées, en tant que femmes et en tant qu'autochtones, elles occupent les échelons les plus bas de la hiérarchie socio-économique.



Sur le terrain, cette réglementation reste largement méconnue. L'étude révèle que 68 % des femmes interrogées n'en ont jamais entendu parler. Celles qui en ont connaissance l'associent généralement à une simple protection des forêts, sans maîtriser les obligations concrètes telles que la géolocalisation des parcelles, la preuve de légalité foncière ou encore la gestion des risques.

Travaillant fréquemment sur des plantations appartenant à des tiers, elles disposent de peu de contrôle sur leurs revenus et sont davantage exposées aux discriminations et aux violences.

Une féminisation croissante mais précaire

L'étude souligne par ailleurs une féminisation progressive de la filière cacao, particulièrement chez les femmes âgées de 25 à 45 ans, considérées comme le « noyau actif » de la production dans les zones étudiées. Certaines d'entre elles gèrent désormais des superficies de plus en plus importantes, parfois sans en être propriétaires, tout en continuant d'assumer l'essentiel des responsabilités domestiques.

Le défi du règlement européen sur la déforestation

Ce rapport s'inscrit dans un contexte de transformation des règles du commerce international du cacao. Le Règlement européen contre la déforestation impose désormais des exigences strictes, notamment en matière de traçabilité des produits et de conformité environnementale. Toutefois, son application a été reportée.

Pour les auteurs, ces nouvelles exigences pourraient accentuer les inégalités existantes si des mesures d'accompagnement ne sont pas mises en place. Les femmes, déjà fragilisées, risquent d'être davantage exclues des chaînes d'approvisionnement internationales.

Des pistes pour rééquilibrer la filière

Face à ce constat, le rapport formule plusieurs recommandations. Parmi elles : la sécurisation des droits fonciers des femmes, un meilleur accès à l'information et à la formation, le soutien à l'entrepreneuriat agricole féminin, ainsi qu'une intégration plus équitable dans les instances décisionnelles et les coopératives.

Au-delà des constats, l'étude pose une question essentielle : celle de la reconnaissance réelle du travail des femmes dans une filière stratégique pour l'économie camerounaise. Sans une redistribution plus équitable des ressources et du pouvoir, la durabilité du secteur cacao pourrait rester compromise.

Adelle Nefertiti



Africa Energies Summit

**BETWEEN
ASSERTION OF
SOVEREIGNTY
AND STRATEGIC
POWER PLAY**



African oil ministers have made their decision. They will not take part in the African Energy Summit, scheduled for May 12–14, 2026, in London. Behind this move, far from being trivial, lies a profound shift in how Africa's hydrocarbon-producing countries position themselves within global energy governance.



A SYMBOLIC BREAK FROM IMPOSED FRAMEWORKS

Officially driven by a lack of inclusiveness and insufficient consideration of African priorities, this boycott goes far beyond a simple organizational disagreement with Frontier Energy Network. It reflects a broader dynamic of strategic reassertion by the continent in the face of traditional centers of decision-making.

By refusing to attend a summit held outside the continent and perceived as disconnected from African realities, ministers are sending a strong political signal: Africa no longer intends to be merely a space where its resources are discussed, but a central actor in shaping the rules of the game.

This stance highlights growing frustration with international forums where local priorities, particularly local content remain marginalized. The choice of London as the venue further reinforces this criticism, symbolizing, for some African decision-makers, the persistence of an energy governance system that remains largely externalized.

LOCAL CONTENT: A NEW STRATEGIC BATTLEGROUND

At the heart of the tensions lies the issue of local content, now a cornerstone of African energy policies. Beyond the concept itself, what is really at stake is a major economic battle: control over the value chain.

Local employment, skills transfer, and the development of national companies are no longer seen as secondary variables, but as key drivers of economic sovereignty. In this context, the boycott emerges as a pressure tool aimed at enforcing these priorities in international negotiations.



Africa Energies Summit

Statements by NJ Ayuk, Executive Chairman of the African Energy Chamber, reflect this firm stance. By calling for reforms of what are seen as exclusionary policies, he highlights a breaking point in the acceptability of current cooperation models.

Beyond rhetoric, however, this boycott reflects a well-known geopolitical strategy: creating a vacuum to force renegotiation. By withdrawing from a major international platform, African countries are testing their collective leverage.

Yet this approach carries risks. The continent's absence could open the door for other actors, international companies, investors, or non-African states to redefine the agenda without direct opposition. In other words, the boycott is a gamble: that Africa's absence will be more costly for organizers than for the states themselves.

BETWEEN SOVEREIGNTY AND STRUCTURAL DEPENDENCE

This move comes in a paradoxical context. On one hand, African states are strengthening regulatory frameworks to capture greater value from their resources. On the other, they remain heavily dependent on foreign investment and technology to exploit them.

This is the core ambiguity of the current posture: asserting economic sovereignty while operating within a globalized system where room for maneuver remains limited. The boycott thus becomes a political tool, whose effectiveness will depend on the



A DEEPER TREND: TAKING BACK CONTROL

Beyond the event itself, this decision reflects a structural trend: the determination of African states to regain control over their natural resources. This shift is already visible through contract renegotiations, the rise of national oil companies, and increasing demands for local benefits. NJ Ayuk's remarks also reveal a more emotional and identity-driven dimension: the fear of seeing an African oil and gas industry, shaped over decades, gradually eroded in favor of external dynamics.

WHAT FUTURE FOR ENERGY COOPERATION?

At its core, the boycott of the African Energy Summit raises a fundamental question: what model of energy cooperation should define relations between Africa and its international partners?

Is this a lasting turning point toward a rebalancing of power, or merely a temporary episode within a structurally unequal relationship?

The answer will depend on two key factors:

- the ability of African countries to maintain a unified position;
- their capacity to build truly influential alternative platforms.

Ultimately, the real issue is not Africa's absence in London, but its ability to assert, elsewhere or by other means, a coherent and indispensable voice in the global energy debate.

Cyrille Kauna



+ DISTINGUEZ VOS ENCAS +
RENCONTREZ LE PETIT TLUXE
NATUREL



— LANCEMENT PREMIUM —

Coeur de Sésame

Un plaisir naturel, un format raffiné



AFRICA: SPACE AMBITIONS TAKING ORBIT

From April 20 to 23, 2026, the NewSpace Africa Conference 2026 turned Libreville into Africa's space capital. Beyond technical panels and institutional speeches, a clear message emerged: the continent intends to redefine its place in the global geography of technological power. Long absent from major space dynamics, Africa is now undergoing a profound transformation. The sky is no longer merely a space of observation or dependence; it is gradually becoming a field of ambition.

African NewSpace: A Revolution in Motion



Space is becoming for Africa what oil was in the 20th century: a domain of power, rivalry, and sovereign assertion. This shift is part of a continental dynamic driven by the African Space Agency, now operational. Its role is to harmonize often fragmented national initiatives, promote the pooling of still-limited resources, and enable the continent to carry greater weight in international arenas.

Behind satellites lies a far more strategic reality: control over data is becoming a central issue of sovereignty. Earth observation, territorial security, and natural resource management now rely on space-based infrastructure, making control of information a decisive lever of power. The real challenge is no longer access to space, but mastering the uses that derive from it on Earth.

In Libreville, another major transformation took shape: the rise of African NewSpace. A new generation of actors, startups, private investors, and innovation hubs, is gradually asserting itself in a sector historically dominated by states. This model introduces greater agility in development processes, accelerates the pace of innovation, and opens the door to international funding essential for sector growth. However, it also raises a crucial question: does the rise of the private sector guarantee real autonomy, or does it create a new form of dependency?

Because behind capital inflows lies the strategic question of who controls infrastructure and technology.

When Space Addresses Africa's Urgent Needs

From farmland to remote regions, space technologies are emerging as practical tools to address Africa's pressing challenges. Contrary to a purely spectacular vision of space exploration, Africa is adopting a pragmatic approach. Space technologies are being used to improve agricultural yields through precision farming, anticipate climate disasters through advanced monitoring systems, connect long-isolated rural areas, and better map natural resources.

Far from being a technological luxury, space is becoming a direct instrument of economic and social transformation, serving the concrete needs of populations. By hosting this conference, Gabon is doing more than offering a platform to the African space sector. The country is asserting a broader ambition by positioning itself within the new map of technological power on the continent.

This initiative reflects a gradual reshaping of African leadership in high-tech sectors. The dynamic is no longer confined to a few major regional powers. Other states are now seeking to play a strategic role in this emerging economy.





High Ambitions, Complex Realities: An Invisible Battle for the Future

Without technological autonomy, Africa's space ambitions risk reproducing past dependencies in new forms. Despite progress, significant challenges remain. The continent still relies heavily on foreign technologies for the design and launch of its infrastructure. Limited local funding constrains the ability of states to sustainably support their projects. At the same time, the migration of talent toward more attractive ecosystems weakens the development of strong local expertise.

In this context, the real challenge lies not in ambition itself, but in the ability to control the means that sustain it. Behind satellites and innovation, a silent battle is unfolding for control over data and digital territories. Space is no longer solely about science or technology. It has become an instrument of global influence, shaping national security, economic development, and the capacity to anticipate crises. Africa appears increasingly aware of this reality and is seeking to position itself more coherently.

An Africa in Search of Its Own Path

Africa is no longer simply trying to catch up; it now aims to define its own technological trajectory. The Libreville conference represents a key step in this process. It does not yet mark a complete breakthrough, but it embodies a clear determination to move from a passive stance to a strategic one. Africa no longer wants to be a spectator of space history; it intends to become an active player.

The challenge is now clear: to turn ambition into real capability. Because in the new global map of power, those who control space already influence the Earth.

Sylvain Kwambi



COCO
Argentée



UNIVERSEL

Tel Europe : 0032465756876

Tel AFRIQUE: +237 696737635

✉ celinentyame82@yahoo.com



RESTITUTION DES ŒUVRES: QUAND L'ART DEVIENT COMBAT POLITIQUE

Longtemps reléguée au rang de revendication symbolique, la restitution des œuvres africaines s'impose aujourd'hui comme l'un des débats culturels et politiques les plus structurants du XXI^e siècle. Derrière les vitrines des grands musées occidentaux, des milliers d'objets d'art africains racontent une histoire souvent douloureuse : celle de la spoliation, de la domination et d'un déséquilibre persistant dans la gestion du patrimoine mondial.

Un héritage marqué par l'histoire coloniale

Une grande partie des œuvres africaines conservées en Europe et en Amérique du Nord a été acquise dans des contextes liés à la colonisation. Expéditions militaires, missions ethnographiques ou transactions inévitables ont contribué à vider le continent d'une part significative de son héritage culturel.

Le cas des bronzes du royaume du Bénin, pillés lors de l'expédition britannique de 1897, reste emblématique. Ces œuvres, aujourd'hui dispersées dans plusieurs institutions occidentales, cristallisent les tensions autour de la légitimité de leur détention.

De la revendication à l'action politique

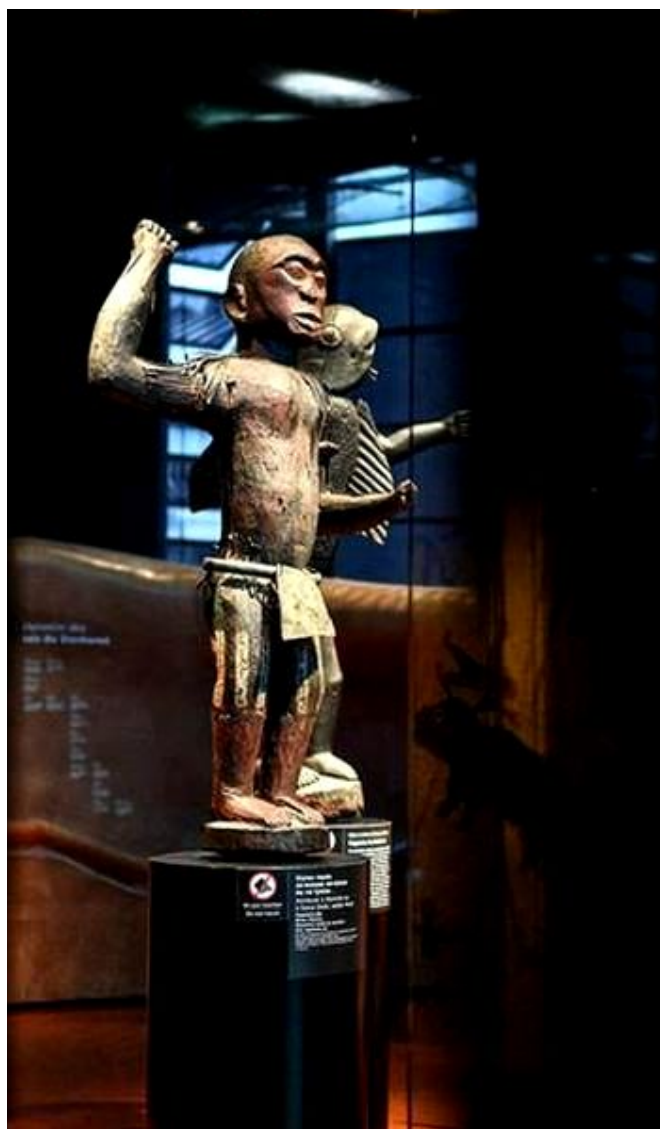
Depuis quelques années, la restitution n'est plus seulement une demande morale portée par des intellectuels ou des artistes. Elle est devenue une question diplomatique.

En 2017, Emmanuel Macron déclarait à Ouagadougou vouloir réunir les conditions pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain. Cette prise de position a marqué un tournant, ouvrant la voie à des retours effectifs d'œuvres vers plusieurs pays africains, notamment le Bénin et le Sénégal. Mais ces gestes restent encore limités au regard de l'ampleur des collections concernées.

L'art comme enjeu de souveraineté

Au-delà de la dimension culturelle, la restitution pose une question fondamentale : celle de la souveraineté. Posséder ses œuvres, c'est aussi reprendre le contrôle de son récit historique, de sa mémoire et de son identité. Pour de nombreux États africains, il ne s'agit pas simplement de récupérer des objets, mais de restaurer une continuité culturelle brisée. Les œuvres d'art ne sont pas de simples artefacts : elles incarnent des systèmes de pensée, des croyances, des structures sociales.

Ainsi, leur absence participe à une forme d'aliénation culturelle.



Entre résistances et recompositions

Face aux demandes africaines, certaines institutions occidentales opposent des arguments juridiques ou logistiques : légalité des acquisitions, conditions de conservation, accessibilité universelle des œuvres. Des musées comme le British Museum ou le Musée du quai Branly se retrouvent au cœur de ces tensions. Cependant, une évolution est perceptible. Des partenariats se développent, des prêts de longue durée sont envisagés, et certaines restitutions deviennent effectives. Le débat glisse progressivement d'une logique de refus à une logique de négociation.



Une nouvelle génération d'acteurs culturels

Artistes, chercheurs, cinéastes et même développeurs de jeux vidéo s'approprient désormais cette question. À travers leurs œuvres, ils interrogent la mémoire, dénoncent les injustices et proposent de nouvelles narrations.

Cette dynamique traduit une mutation profonde : la culture africaine ne se contente plus d'exister, elle revendique, questionne et s'impose comme un espace de résistance et de réappropriation.

Vers une redéfinition du patrimoine mondial ?

La question de la restitution dépasse aujourd'hui le cadre africain. Elle interroge les fondements mêmes du patrimoine universel. À qui appartiennent les œuvres ? Aux pays qui les conservent ou à ceux qui les ont créées ?

Le débat reste ouvert, mais une chose est certaine : l'art n'est plus neutre. Il est devenu un terrain d'affrontement symbolique, politique et identitaire.

Et dans ce combat, l'Afrique ne réclame plus seulement justice. Elle impose désormais sa voix.

Mr Collins



CULTURE: THE SOFT WEAPON OF A NEW GEOPOLITICS OF INFLUENCE

Long relegated to the realm of identity expression, culture is now emerging as a major strategic lever in global power dynamics. Between soft power, creative industries, and the battle of narratives, it is reshaping the contours of power in the 21st century. And Africa, rich in cultural diversity, stands at a decisive turning point.

Culture is no longer neutral. Perhaps it never truly was. But today, it is openly embraced as a tool of influence, a means of projection, and at times, a diplomatic weapon. What political scientist Joseph Nye defined as soft power now sits at the core of both state and economic strategies. To influence without coercion, to attract without imposing, that is the new grammar of power.

In this evolving landscape, cultural industries occupy a central role. Music, film, fashion, and digital content have become arenas where invisible yet decisive battles are fought. Global platforms such as Netflix and Canal+ understand this well, investing heavily in African productions. Behind these investments lies a deeper reality: controlling narratives means shaping imaginations.



Africa: The New Frontier of Cultural Soft Power

Across the continent, culture is thriving. The meteoric rise of Afrobeats is perhaps the most visible example. Driven by artists like Burna Boy, Wizkid, and Tems, the movement goes far beyond music to embody modernity, creativity, and cultural assertion.

This influence extends beyond sound. Nigeria's film industry, widely known as Nollywood, is now one of the most prolific in the world. African series are gaining international visibility, digital creators are redefining storytelling, and African fashion is making its mark on global runways.

Yet, as promising as this momentum is, it remains fragile. Producing content is not enough. It must also be distributed, structured, and protected. Above all, control over distribution channels remains critical.

The Battle of Narratives: Who Tells Africa's Story?

At the heart of this transformation lies a fundamental question: who holds the power to tell the story? For decades, Africa has been described, interpreted, and often misrepresented through external lenses. Today, a new generation of creators is reclaiming the right to narrate its own realities.

However, the risk of a new form of dependency persists. When international platforms finance, distribute, and monetize African content, they undoubtedly increase its visibility, but they also shape its direction. The risk is not only economic, but symbolic: a culture tailored to external markets rather than rooted in authentic expression.

Culture thus becomes a space of tension between opportunity and sovereignty, a crossroads of commercial interests, political stakes, and identity struggles.



Rethinking Culture as Strategic Power

In the face of these challenges, Africa can no longer afford to treat culture as a secondary sector. It must become a cornerstone of its development and influence strategy. This requires ambitious public policies, stronger support for creators, structured cultural industries, and the emergence of local platforms capable of competing globally.

It also means reimagining culture as a diplomatic tool. Like other global powers, the continent can leverage its cultural wealth to project influence, foster dialogue, and strengthen its international presence.

A Silent Yet Decisive Revolution

Culture is quietly redrawing the map of global power. It operates without noise, without direct confrontation, yet with remarkable effectiveness. It shapes perceptions, builds narratives, and influences decisions.

For Africa, the challenge is clear: to move from being a source of inspiration to becoming a center of production and distribution of narratives. In other words, to shift from a cultural object to a strategic subject.

Because in this new world, those who control the stories also, in part, control reality.

Sylvain Kwambi



Trinity
NURSING
SERVICES

zuyya™



2026 WORLD CUP

**WHEN FOOTBALL'S
UNIVERSALITY
STOPS AT THE
INVISIBLE
BORDERS OF
AFRICAN
SUPPORTERS**



The 2026 World Cup is shaping up to be an unprecedented event. Three host countries, 48 teams, record-breaking global audiences, and historic commercial revenues. On paper, football has never looked more universal. But in the stands, a different reality is already emerging, one marked by deeply unequal access to the spectacle, particularly for African supporters. Behind the promise of a tournament presented as open to the world, one question stands out with particular urgency: who can actually experience the World Cup on the ground?

The visa, the first invisible border

Before tickets or stadiums even come into play, the first obstacle is administrative.

In 2026, African supporters will have to navigate the visa systems of the United States, Canada, and Mexico. Despite official rhetoric about openness, one reality remains unchanged: a match ticket does not guarantee entry into the host countries.

African supporters are therefore not only facing a sporting event, but a complex diplomatic and security architecture in which delays, costs, and eligibility criteria become silent yet powerful barriers.



“Lumumba Vea”, a symbol of blocked access

Blocked by administrative procedures, he was unable to join the official Congolese delegation supporting the Leopards. Yet his physical absence did not erase his symbolic presence. Known for his theatrical performances during AFCON 2025, particularly his famous “statue” pose in tribute to Patrice Lumumba, he followed the match from Kinshasa on a giant screen, recreating his signature stance during the game. This image alone captures the paradox of the modern African supporter: emotionally present, but physically excluded from the stadium.

This reality becomes even more tangible through the experience of Michel Kuka Mboladinga, better known as “Lumumba Vea”. This well-known Congolese supporter, a popular figure at major African football tournaments, was unable to obtain a visa to attend the World Cup 2026 playoff final between the Democratic Republic of Congo and Jamaica in Mexico.

Despite several administrative attempts, including applications processed in Kenya and further efforts in Ethiopia, his visa was not approved in time, preventing him from travelling to Guadalajara for the decisive match held in late March 2026.





The illusion of accessibility, a passion constrained by the global football economy

FIFA highlights a supposedly more inclusive ticketing system, with prices starting at around 60 US dollars for certain matches. This initiative is presented as a social step forward. However, this promise remains limited when confronted with the broader reality of the tournament. Ticket quotas are restricted, global demand is overwhelming, and additional costs remain significant.

The real cost of a World Cup goes far beyond the ticket itself. For an African supporter, intercontinental flights, accommodation in some of the world's most expensive cities, and the length of stay all add up. The dream quickly becomes a privilege reserved for a minority.

Africa remains one of the continents where football is most alive and passionately experienced. AFCON stadiums, public gatherings, and national team support all reflect this intensity year after year. Yet this passion collides with a structural reality. Global football is still organised around economic centres that exclude a large portion of supporters from the Global South.



Even with an expanded 48-team World Cup, physical access to the event remains deeply unequal.

A controlled spectacle

Host countries are also strengthening security systems, including centralised digital ticketing, strict movement controls, and heavily regulated fan zones. Officially, these measures are designed to ensure safety and efficiency. In practice, they also reduce spontaneity and the popular cultural expression that traditionally defines major tournaments.

The stadium is increasingly becoming a highly structured and tightly controlled space.



Africa on the pitch, absent in the stands

The paradox is striking. On the sporting side, African nations are steadily asserting themselves in major international competitions. Their level is rising, and their presence is becoming essential.

Yet in World Cup stands, African supporters remain significantly underrepresented. This gap raises fundamental questions about football's claim to universality. Can it still be called a global sport when access to the spectacle depends so heavily on income, passport, and geography?

A two-tier World Cup

The 2026 World Cup will likely be an organisational and media success. However, it may also expose a long-standing divide between a globalised football industry and unequal human access to it.

On one side, a hyper-connected, heavily commercialised global event. On the other, millions of African supporters reduced to watching from a distance.

One question remains, simple yet uncomfortable: is football still truly universal if part of its most passionate supporters cannot walk through the stadium gates?

Eric Martial Djomo

ALCOOL D'AIL MBala

Le secret naturel pour renforcer votre santé !

Envie d'un coup de **boost naturel** pour votre santé ?


Dites **adieu** au stress même le samedi !

- ✓ Renforce le système immunitaire
- ✓ Favorise la bonne circulation
- ✓ Équilibre le taux de cholestérol
- ✓ Réduit les inflammations
- ✓ Facilite la digestion



Passez commande au :

 671974760 / 658 681 365

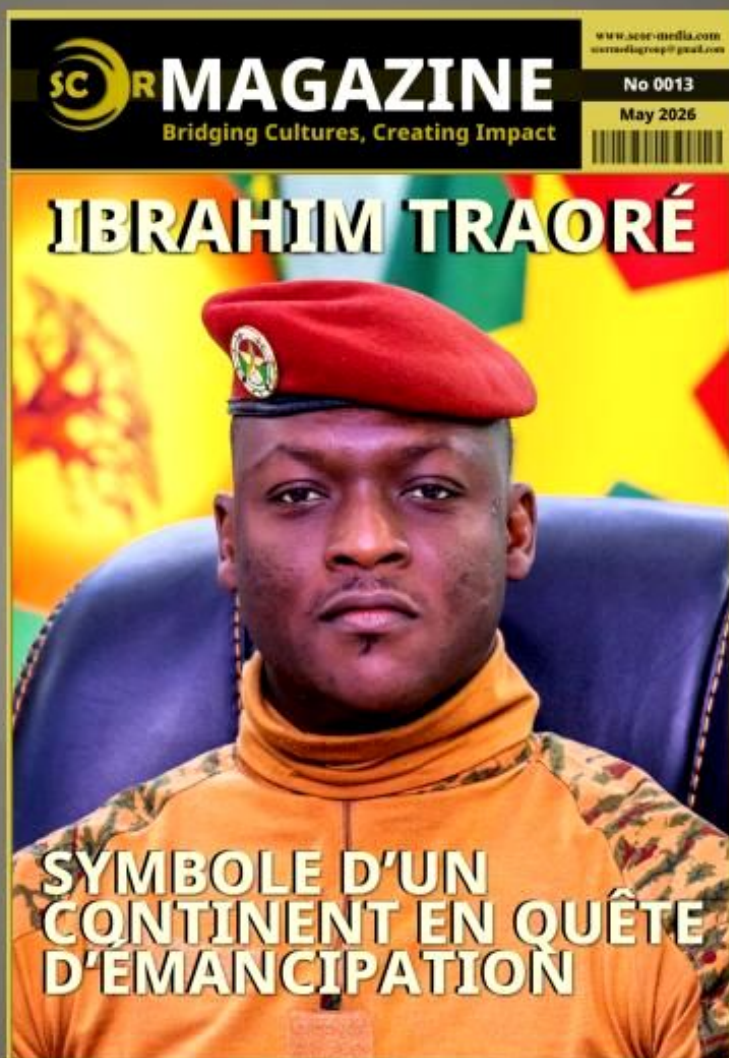
Made in CAMEROON 



SCOR MAGAZINE

Bridging Cultures, Creating Impact

Mensuel / Monthly



SPORT

CULTURE


SOCIETY

INTERVIEW

ENTERTAINMENT

Votre magazine bilingue
d'information sur la diaspora
Africaine disponible en version
numérique le 04 Mai 2026

Your bilingual news magazine
on the African diaspora
available in digital format on
May 04, 2026

Powered by 

www.scor-media.com

